



*l'association garante d'une ressource durable*



ATTESTATION DE CONFORMITE



## ATTESTATION DE CONFORMITE A LA PROCEDURE DE DILIGENCE RAISONNEE DE LCB

L'association Le Commerce du Bois, organisation de contrôle reconnue officiellement au titre du RBUE, au vu de l'audit du 05/12/2024, réalisé par un organisme d'audit tierce partie indépendant, atteste que la Société :

CID

15 Boulevard Marcel Paul - Parc de l'Angevenière  
44800 SAINT HERBLAIN

applique de manière satisfaisante le système de Diligence Raisonnée proposé par Le Commerce du Bois, et validé par la Commission Européenne en janvier 2015.

L'attestation est valide jusqu'au 04/12/2026

Sa validité est à renouveler tous les ans. Vérifier la validité de l'attestation sur le site [www.lecommercedubois.org/developpement-durable.php](http://www.lecommercedubois.org/developpement-durable.php) ou en nous contactant directement.

Fait à Paris, le 06/05/2025

Arnaud HÉTROIT  
Directeur

*Le Commerce du Bois*

Jardin Tropical, 45b av de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne  
Tél : 01 43 94 73 50  
mel : [achat-responsable@lecommercedubois.fr](mailto:achat-responsable@lecommercedubois.fr)  
web : [www.lecommercedubois.fr](http://www.lecommercedubois.fr)  
Code APE 9499Z - N° SIRET : 429 757 099 00032



- 1. Cette attestation de conformité ne dégage en aucune mesure les opérateurs de la responsabilité de réduction des risques d'illégalité, imposée par le RBUE depuis le 3 mars 2013.*
- 2. Cette attestation a été délivrée suite à un contrôle d'un organisme d'audit, tierce-partie indépendante, validant la mise en place de la procédure de Diligence Raisonnée de LCB, organisation de contrôle du RBUE en France. Effectuée sur un échantillon de contrats, elle valide la bonne compréhension de la procédure, et sa bonne application lors de l'audit, sur l'échantillon en question.*
- 3. L'Opérateur reste l'unique responsable de ses achats de bois provenant hors de l'UE. En cas de transaction illégale, l'Opérateur demeure la seule entité sur laquelle pourra peser une sanction de la part des autorités compétentes.*